

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/R/4

19 janvier 1996

(96-0161)

Comité de l'agriculture

RAPPORT SUCCINCT DE LA REUNION DES 20 ET 21 NOVEMBRE 1995

Note du Secrétariat

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa quatrième réunion les 20 et 21 novembre 1995 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Danai Tulalamba (Thaïlande). L'ordre du jour de la réunion, contenu dans l'aérogamme WTO/AIR/211, a été adopté.

Partie I: Le processus d'examen

2. Conformément à l'ordre du jour, le Comité a examiné les notifications ci-après:

- i) Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): présentées par le Canada (G/AG/N/CAN/2), la Colombie (G/AG/N/COL/1), le Costa Rica (G/AG/N/CRI/1), les Communautés européennes (G/AG/N/EEC/1, Corr.1 et 2, Add.1), l'Islande (G/AG/N/ISL/1), la Norvège (G/AG/N/NOR/1), la Roumanie (G/AG/N/ROM/1), la République slovaque (G/AG/N/SVK/1), l'Afrique du Sud (G/AG/N/ZAF/1/Rev.1), la Thaïlande (G/AG/N/THA/4 et 5), les Etats-Unis (G/AG/N/USA/2/Add.2) et le Venezuela (G/AG/N/VEN/1 et Corr.1).
- ii) Notifications concernant les prix de déclenchement dans le contexte de la sauvegarde spéciale fondée sur les prix (tableau MA:4): présentées par les Communautés européennes (G/AG/N/EEC/2) et les Etats-Unis (G/AG/N/USA/1/Add.1).
- iii) Notification concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): présentée par le Pakistan (G/AG/N/PAK/1).
- iv) Notification concernant les prohibitions et restrictions à l'exportation (tableau ER:1): présentée par la Hongrie (G/AG/N/HUN/2).

3. Le Comité a décidé de revenir sur les notifications présentées par les Communautés européennes (G/AG/N/EEC/1, Corr.1 et 2, Add.1) et les Etats-Unis (G/AG/N/USA/2/Add.2) dans le cadre du processus d'examen de sa réunion suivante.

4. Le Comité a procédé à un premier examen des notifications présentées par le Canada (G/AG/N/CAN/2/Add.1) et la Thaïlande (G/AG/N/THA/6), qui seront également examinées à sa prochaine réunion conformément au paragraphe 9 de ses procédures de travail.

5. Les points précis soulevés au cours de la réunion au sujet de ces notifications (paragraphe 2 et 4 ci-dessus) sont résumés dans l'annexe du présent rapport.

6. Le Comité a pris note du fait que le Président avait engagé des consultations informelles sur un certain nombre de questions concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres, ainsi qu'il avait été convenu à la réunion de septembre. Parmi les principales questions figuraient les avantages respectifs des différentes méthodes d'attribution de licences d'importation dans le cadre de contingents tarifaires ou autres, y compris l'adjudication de ce régime de contingent tarifaire; l'attribution de licences d'importation sous contingent tarifaire à des entreprises commerciales d'Etat ou à des organismes gérés par les producteurs ou les transformateurs du produit considéré; le traitement des importations préférentielles dans le cadre des engagements en matière d'accès aux marchés en régime NPF; et l'applicabilité de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation aux licences attribuées dans le cadre de contingents tarifaires. Le Comité est convenu qu'il serait nécessaire de poursuivre les consultations informelles sur ces questions.

7. Plusieurs membres se sont dits préoccupés par le fait que la Colombie subordonnait systématiquement la délivrance de licences d'importation au titre de contingents tarifaires à l'écoulement normal de la production nationale des marchandises considérées. Cette mesure, au dire de la Colombie, entraînait dans le champ d'application de l'Accord sur les MIC et avait été notifiée conformément à l'article 5.1 de cet accord (voir le document G/AG/N/COL/1 et l'annexe du présent rapport). Le Comité a pris note de ce que le Président tiendrait des consultations informelles à ce sujet.

8. Le Comité a relevé qu'il n'avait été reçu aucune contrenotification au titre de l'article 18.7 de l'Accord sur l'agriculture.

Questions intéressant la mise en oeuvre des engagements qui s'inscrivent dans le cadre du programme de réforme: article 18.6

9. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a informé le Comité que sa délégation avait reçu les renseignements qu'elle avait demandés aux Etats-Unis et à la Communauté européenne sur les exportations pour lesquelles des subventions avaient été approuvées avant le 1er juillet 1995 et qui devaient être expédiées au cours de la première année de mise en oeuvre des engagements (voir le paragraphe 16 du document G/AG/R/3). Le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il mettrait ces renseignements à la disposition de tout autre Membre intéressé. Lesdits renseignements comprenaient des données sur les attributions de "primes" d'exportation pour tous les produits qui avaient fait l'objet de subventions à l'exportation de mai à juin 1995 et pendant les mêmes mois des deux périodes antérieures. Le représentant des Etats-Unis a fait observer que, d'après ces données, il n'y avait pas eu de brusque hausse des attributions de subventions à l'exportation qui, au contraire, étaient dans la plupart des cas bien inférieures à celles des deux périodes précédentes. Selon le représentant des Communautés européennes, il ressortait des données fournies par la CE qu'il n'y avait eu aucun gonflement anormal des attributions avant l'entrée en vigueur des engagements communautaires concernant le volume des subventions à l'exportation. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté qu'il était capital de savoir si le profil de ces attributions de subventions à l'exportation serait le même dans l'avenir que cette année; si tel n'était pas le cas, les exportations subventionnées pourraient être plus élevées en 1995/96 que les listes d'engagements respectives de la Communauté et des Etats-Unis ne l'auraient laissé prévoir.

10. Le Comité a pris note du fait que le Président avait mené des consultations informelles sur la question, soulevée à la réunion de septembre, du non-respect apparent par la Hongrie des engagements qu'elle avait contractés en matière de subventions à l'exportation. Il a aussi été porté à l'attention du Comité qu'un certain nombre de Membres avaient demandé à la Hongrie des compléments d'information factuelle sur les exportations qu'elle avait subventionnées pendant la période de base indiquant les dépenses budgétaires ainsi que les produits subventionnés qui ne figuraient pas dans la Liste de ce pays. Le Président a insisté sur la gravité de la question et a indiqué qu'il tiendrait d'autres consultations informelles lorsque la Hongrie aurait communiqué les renseignements demandés. Le représentant de

la Hongrie a reconnu que son pays devait fournir des renseignements appropriés pour faire avancer l'examen de la question au fond et il s'est engagé à les présenter le plus tôt possible.

11. Un certain nombre de Membres se sont à nouveau déclarés gravement préoccupés par ce qu'ils considéraient comme une violation confirmée des engagements en matière de subventions à l'exportation et ont souligné qu'il était indispensable que la Hongrie prenne rapidement des mesures. Le représentant des Etats-Unis a instamment demandé à la Hongrie de respecter ses engagements en matière de subventions à l'exportation. Son pays n'était pas convaincu, à la lumière des renseignements reçus jusque-là de la Hongrie, qu'un ajustement des engagements de ce pays fût justifié. Il a relevé que la Hongrie subventionnait les exportations d'un certain nombre de produits pour lesquels elle s'était engagée à ne pas le faire et dont quelques-uns étaient exportés par les Etats-Unis avec un bénéfice sans subventions. Il a ajouté qu'aux yeux de son pays, il n'était pas vital pour l'agriculture hongroise que des subventions soient accordées à quelque 300 produits. Le représentant de l'Australie a regretté de constater que la Hongrie avait manifesté bien peu d'empressement à communiquer des données de fait utiles au Comité en la matière. En réponse à une question soulevée par le représentant de l'Australie à ce propos, le représentant de la Hongrie a confirmé que son pays avait présenté une notification (voir G/SCM/N/9/HUN) au Comité des subventions et des mesures compensatoires en application de l'article 29.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("l'Accord sur les subventions"). Il a indiqué que la Hongrie avait jugé cette notification nécessaire pour se conformer aux prescriptions de cet accord en matière de notification. Un certain nombre de Membres ont dit que l'article 29 de l'Accord sur les subventions n'était pas applicable aux subventions agricoles. Le représentant des Etats-Unis a observé que si l'article 29 de l'Accord sur les subventions avait été conçu comme une dérogation aux dispositions de l'article 3 de l'Accord sur l'agriculture, les rédacteurs auraient inséré dans les deux accords une formule appropriée dans ce sens.

12. Le représentant des Etats-Unis a demandé des éclaircissements sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de leurs engagements par la République dominicaine, le Guatemala et les Philippines. Il a déclaré que la République dominicaine n'avait encore mis en oeuvre aucun de ses engagements concernant l'agriculture. La représentante de la République dominicaine a indiqué que les travaux juridiques préparatoires requis à cet effet étaient en cours et que son pays était résolu à assurer dès que possible la mise en oeuvre de ses engagements.

13. S'agissant du Guatemala, le représentant des Etats-Unis a noté que ce pays continuait de recourir à un régime de licences d'importation discrétionnaire pour contrôler l'importation d'un certain nombre de produits agricoles et qu'il n'avait pas mis en oeuvre la plupart des 32 contingents tarifaires énumérés dans sa Liste. Le représentant du Guatemala s'est engagé à fournir à brève échéance aux Etats-Unis une réponse sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre des engagements contractés par son pays.

14. Un certain nombre de Membres se sont déclarés préoccupés par le retard apporté par les Philippines à la mise en oeuvre des engagements qu'elles avaient contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour l'agriculture. Le représentant des Etats-Unis a relevé que les Philippines n'avaient mis en oeuvre aucun de ces engagements et continuaient d'appliquer à un certain nombre de produits agricoles des restrictions quantitatives, et notamment des prohibitions à l'importation, ainsi que d'autres mesures non tarifaires. La représentante des Philippines a fait observer qu'au mois d'octobre 1995, le bilan des importations de son pays était le suivant: 117 000 têtes de bétail, soit près de dix fois son engagement (12 200 têtes); près de la moitié de son engagement (2 570 têtes) pour les animaux vivants de l'espèce porcine; 18 000 tonnes de viande de boeuf alors que son engagement portait sur 4 000 tonnes; 130 000 tonnes de maïs; 245 000 tonnes de riz, soit 410 pour cent de son engagement; et 138 000 tonnes de sucre, soit 360 pour cent de son engagement. Sauf dans le cas de la viande de boeuf, qui était importée au taux de droit sans contingent consolidé, les importations étaient effectuées à des taux inférieurs aux taux consolidés dans le cadre des contingents, c'est-à-dire à un taux de 3 pour cent ou en franchise. En tout état de cause, les élections législatives de mai 1995 en avaient retardé

le vote d'un projet de loi qui abrogerait les lois et dispositions prévoyant le recours à des mesures non tarifaires contre les importations de produits agricoles. La représentante des Philippines a assuré le Comité que son gouvernement continuerait à tout faire pour se conformer le plus tôt possible à ses obligations au titre de l'article 4.2 de l'Accord sur l'agriculture.

15. Le représentant du Canada a noté avec inquiétude qu'un certain nombre de Membres n'avaient pas encore mis en oeuvre leurs engagements ou satisfait aux prescriptions relatives aux notifications en matière d'accès aux marchés. Il a demandé à ces Membres d'indiquer quand ils comptaient respecter leurs engagements et les prescriptions en matière de notification et ce qu'ils envisageaient de faire pour que les possibilités d'accès aux marchés prévues pour 1995 soient entièrement assurées à tous les Membres. Il a été proposé que les Membres en question étudient des mesures pratiques concrètes pour compenser le retard apporté à la mise en oeuvre des engagements, et notamment la mise en oeuvre de la deuxième tranche de réduction de droits au début de 1996 et cette même année, la deuxième de la période de mise en oeuvre, des possibilités d'accès additionnelles dans le cadre des contingents tarifaires, pour compenser le fait que ceux-ci avaient été ouverts tardivement ou ne l'avaient pas été la première année. Cette proposition a également été faite dans le cadre de l'examen de la notification présentée par la Norvège (G/AG/N/NOR/1). Le représentant du Maroc a informé le Comité que le 1er janvier 1995, son pays avait mis en oeuvre des équivalents tarifaires pour la plupart des produits, sauf le sucre brut et le sucre raffiné, les graines oléagineuses, les céréales et certaines huiles, soumis à un régime de licences d'importation qui serait supprimé dans la période du 1er janvier au 1er juin 1996. Le Maroc présenterait prochainement sa notification concernant l'administration des engagements en matière d'accès aux marchés. Le représentant des Etats-Unis a instamment demandé au Maroc de mettre ses engagements en oeuvre rapidement. Les représentants de la Pologne et de la Suisse ont informé le Comité que les engagements contractés par leurs pays respectifs en matière d'accès aux marchés avaient été mis en oeuvre au 1er juillet 1995 et que leurs notifications sous la forme du tableau MA:1 seraient présentées prochainement. Les représentants du Brésil et du Mexique ont indiqué que les engagements concernant l'agriculture contractés par leurs pays respectifs dans le cadre du Cycle d'Uruguay avaient été mis en oeuvre au 1er janvier 1995 et que les notifications sous la forme du tableau MA:1 étaient en préparation et seraient présentées au Comité en temps voulu. Les représentants de l'Indonésie et des Philippines ont annoncé que la présentation de leurs notifications respectives sous la forme du tableau MA:1 était imminente. Le représentant du Mexique a demandé où en étaient les notifications sous la forme du tableau MA:1 de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède. Le représentant des Communautés européennes a observé que la notification de la CE concernant l'accès aux marchés couvrait les pays qui venaient d'y adhérer, à savoir l'Autriche, la Finlande et la Suède; en outre, la CE menait des négociations dans le cadre de l'article XXIV, en vue de fusionner ses engagements du Cycle d'Uruguay avec ceux de ces trois pays.

16. Le Comité a pris note des résultats des travaux complémentaires effectués par le Secrétariat au sujet des dates de mise en oeuvre de chaque type d'engagement (document G/AG/W/2/Rev.3). Il a noté que la plupart des Membres qui s'étaient engagés à réduire la MGS totale avaient encore à notifier la date de départ applicable aux fins des notifications du soutien interne. Le représentant des Etats-Unis a informé le Comité que, pour son pays, la date applicable serait le 1er octobre. Le représentant de la Pologne a indiqué que son pays avait l'intention de modifier la date de mise en oeuvre de son engagement de réduction des subventions à l'exportation dans le cas d'un produit. Un certain nombre de Membres ont dit qu'à leurs yeux une modification de la date de mise en oeuvre d'un engagement constituait une modification de l'engagement.

Partie II: Autres questions relevant de la compétence du Comité

Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires

17. Le Comité a adopté une décision sur l'établissement d'une liste des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires de l'OMC aux fins de la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, dont le texte a été distribué sous la cote G/AG/3. Cette décision a été adoptée étant entendu que le seul fait de figurer sur cette liste ne conférerait pas automatiquement des avantages, puisque dans le cadre des mécanismes visés par la Décision ministérielle de Marrakech, les donateurs et les institutions concernés auraient un rôle à jouer.

18. Le Comité a également adopté une décision concernant un programme de travail préparatoire, relatif à la Décision ministérielle de Marrakech, dont le texte a été distribué sous la cote G/AG/4. Il a été noté que le Secrétariat établirait une note d'information sur les questions figurant aux paragraphes A et B du programme de travail en puisant, selon qu'il serait approprié, à diverses sources dont le Conseil international des céréales, qui administrait la Convention relative à l'aide alimentaire, et le Programme alimentaire mondial. Le Président engagerait des consultations informelles sur les questions soulevées au sujet de la mise en oeuvre du programme de travail.

19. Le Comité a procédé à son premier examen au titre de la surveillance de la suite donnée à la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ("la Décision ministérielle de Marrakech"), conformément à l'article 16.2 de l'Accord sur l'agriculture.

20. Le Président a rappelé qu'à la réunion de septembre, il avait été suggéré que les aspects pertinents de la Décision ministérielle de Marrakech soient traités par le Directeur général, M. Ruggiero, dans le cadre de ses consultations avec le Président de la Banque mondiale et le Directeur général du FMI. Au cours des entretiens qu'il avait eus à ce sujet avec eux, le Directeur général avait soulevé un certain nombre de questions auxquelles la Banque mondiale et le FMI avaient fourni les réponses exposées respectivement dans les documents G/AG/W/12 et Add.1.

21. Le représentant de la Banque mondiale a noté que l'aide apportée à un pays pour lui permettre de faire face aux coûts occasionnés par la transition par suite du Cycle d'Uruguay serait subordonnée à la mise en place par ce pays d'une libéralisation rationnelle de sa politique agricole ou commerciale. Vu l'éventail des facilités offertes par la Banque mondiale, le FMI et le Programme alimentaire mondial, la Banque mondiale ne jugeait pas nécessaire de créer une facilité d'ajustement spéciale pour le Cycle d'Uruguay. L'intervenant a observé que la conditionnalité liée aux prêts de la Banque mondiale visait à faciliter la réalisation d'un projet ou d'une réforme et que le fait d'assouplir ce principe ou d'y déroger aurait sans doute pour effet d'entraver le développement économique et social et non de le favoriser. Le représentant du FMI a noté que celui-ci avait les moyens d'aider les pays membres confrontés à des difficultés de balance des paiements. A ce stade, le FMI n'était pas convaincu de la nécessité de créer de nouvelles facilités destinées spécifiquement à aider les pays importateurs nets de produits alimentaires. Les deux principaux mécanismes d'aide destinés à ces pays étaient la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) pour les cas de renchérissement persistant des importations de produits alimentaires par suite du Cycle d'Uruguay et la Facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus (FFCI), et en particulier sa composante céréales, pour les cas de renchérissement temporaire des produits alimentaires. Le représentant du FMI a appelé l'attention des Membres sur la page 6 du document G/AG/W/12, où la FFCI était expliquée en détail.

22. Le représentant de l'Egypte s'est déclaré déçu par la position de la Banque mondiale et du FMI, qui considéraient qu'à ce stade la création de nouvelles facilités en rapport avec le Cycle d'Uruguay n'était pas justifiée. Il a appelé l'attention sur le paragraphe 5 de la Décision ministérielle de Marrakech, qui précisait: "... au titre des facilités existantes ou de facilités qui pourraient être créées ...". A son sens, les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires se trouvaient confrontés, pendant la période de mise en oeuvre du programme de réforme agricole, à des circonstances nouvelles et exceptionnelles qui exigeaient un regard neuf de la part des institutions issues de Bretton Woods. Il a exhorté la Banque mondiale et le FMI à reconsidérer leur position à ce sujet avec le sentiment d'urgence et le sérieux qui s'imposaient, dans le but d'améliorer et d'adapter l'accès aux facilités existantes et d'en créer de nouvelles. Les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires auraient besoin de ressources additionnelles pour poursuivre leurs programmes de libéralisation et d'ajustement structurel. L'intervenant a exprimé l'espoir que l'OMC réussirait, à travers des consultations et négociations avec la Banque mondiale et le FMI, à obtenir un résultat plus nuancé propre à asseoir la crédibilité de ces institutions. Plusieurs Membres ont souscrit aux vues du représentant de l'Egypte et souligné la nécessité de prendre des mesures concrètes dans la période de mise en oeuvre du programme de réforme.

23. Le représentant de la FAO a déclaré que l'assistance apportée par cette organisation aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires revêtait en gros deux formes: d'une part, des études techniques, une information et un appui dans les efforts qu'ils faisaient pour obtenir que la Décision ministérielle de Marrakech soit mise en oeuvre sans retard, d'autre part, des apports d'assistance technique pour améliorer leur productivité et leur infrastructure agricoles. A son avis, si la hausse des prix internationaux des produits alimentaires devait se prolonger, en partie par suite du Cycle d'Uruguay, ce serait une forte incitation à l'accroissement des investissements. La FAO avait actuellement 2 milliards de dollars EU de projets en cours, dont 1 milliard pour ceux qui avaient le plus directement trait à l'agriculture. Sur le montant total, il y avait juste un peu plus de 1 milliard de dollars EU dépensés dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire, dont 667 millions dans les pays les moins avancés. L'intervenant a indiqué que la FAO avait récemment lancé un programme spécial de production alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire pour les aider à assurer leur sécurité alimentaire.

24. Le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) a observé que toutes les activités du PAM visaient à contribuer à la sécurité alimentaire des pays en développement et que beaucoup d'entre elles seraient tout à fait indiquées pour aider les pays qui se trouvaient devant des problèmes de transition du fait du programme de réforme. L'ampleur de l'aide supplémentaire que le PAM pourrait offrir dépendrait des ressources disponibles. Bien des pays en développement devaient actuellement relever un triple défi, à savoir une hausse sans précédent des cours mondiaux (en valeur nominale) des céréales, une diminution substantielle des possibilités de subventionnement des exportations et une réduction prononcée du niveau de l'aide alimentaire. L'intervenant a souligné qu'il importait de fournir cette aide en temps voulu et de la cibler sur les catégories trop pauvres pour pouvoir traduire la totalité de leurs besoins alimentaires en demande solvable sur le marché. Dans ces conditions, l'aide alimentaire n'aurait aucun effet d'éviction du marché et, dans bien des cas, son ciblage serait une solution moins coûteuse et plus appropriée que le financement d'un filet de sécurité pour toute la population. Le représentant du PAM a dit que ce dernier serait prêt à contribuer au suivi de la Décision ministérielle de Marrakech, à partir de l'expérience qu'il avait de la collaboration avec des gouvernements pour faire face aux besoins des populations les plus vulnérables; de sa connaissance concrète, acquise sur le terrain, des besoins d'aide alimentaire des pays en développement; de sa capacité de répondre rapidement et efficacement à une augmentation des besoins d'aide alimentaire; et de l'information dont il disposait sur les apports d'aide alimentaire dans le monde, notamment grâce à son Système international d'information sur l'aide alimentaire (INTERFAIS).

25. Le représentant du Conseil international des céréales a dit que la nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire, entrée en vigueur le 1er juillet 1995, conservait l'objectif de 10 millions de tonnes d'aide alimentaire à fournir chaque année aux pays en développement sous forme de céréales. Il a noté que le niveau actuellement élevé des prix avait déjà déclenché une assez forte expansion des superficies ensemencées tant dans les pays exportateurs que dans les pays importateurs et que la production de blé et de céréales secondaires allait probablement se redresser très sensiblement. Il a informé le Comité que le Secrétariat de l'OMC serait invité à participer à la réunion de décembre du Comité de l'aide alimentaire, y compris, à l'occasion, aux séances à huis clos, lorsque seraient examinées des questions intéressant directement le Comité de l'agriculture.

26. Le Comité a dit combien il appréciait la collaboration et les utiles contributions des organisations ayant le statut d'observateur au suivi de la Décision ministérielle de Marrakech. Le représentant des Etats-Unis a rappelé que la mise en oeuvre de la Décision et de certaines dispositions de l'Accord sur l'agriculture, et notamment les disciplines relatives à l'aide alimentaire prévues à l'article 10, exigeait la coopération de ces organisations.

Prescriptions en matière de notification concernant les subventions au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et au titre de l'Accord sur l'agriculture

27. A la suite du premier échange de vues qui avait eu lieu à la réunion de septembre sur les possibilités de chevauchement entre les prescriptions en matière de notification au titre de l'Accord sur l'agriculture et au titre d'autres accords commerciaux multilatéraux de l'OMC, le Comité est revenu sur cette question en s'appuyant sur un document du Secrétariat analysant les prescriptions de l'Accord sur l'agriculture et celles de l'Accord sur les subventions en matière de notification (document G/AG/W/13). Le Comité a pris note du fait que, comme convenu à la réunion de septembre, le Président avait entre-temps transmis, sous sa propre responsabilité, au Président du Groupe de travail des obligations et procédures de notification, les premières appréciations du Comité (paragraphe 30 du document G/AG/R/3). Selon un certain nombre de Membres, le chevauchement direct entre les deux accords était apparemment peu fréquent. Le représentant du Canada a suggéré que le Comité envisage la possibilité d'un alignement des notifications aux Comités concernés en ce qui concernait le moment auquel elles devaient être présentées et examinées. Le représentant des Etats-Unis a suggéré que le Comité étudie la possibilité d'apporter certains ajustements aux prescriptions de l'Accord sur l'agriculture en matière de notification afin de satisfaire aux prescriptions minimales définies en la matière par l'Accord sur les subventions. Le Comité a décidé de revenir le moment venu sur cette question. Dans ce contexte, le représentant de l'Australie a rappelé que son gouvernement souhaitait voir le Comité étudier une prescription concernant la notification des mesures nouvelles ou modifiées qui étaient assujetties à des engagements de réduction (voir G/AG/R/2, paragraphe 23).

Rapport du Président au Conseil du commerce des marchandises

28. Le Comité a noté que le Président présenterait, sous sa propre responsabilité, un rapport au Conseil du commerce des marchandises, comme celui-ci le lui avait demandé.

Autres questions

29. Le Président a rappelé qu'entre autres points convenus lorsque le Comité, à sa première réunion en mars 1995, avait adopté sa décision relative à l'organisation de ses travaux et à ses procédures de travail (document G/AG/1), il avait été entendu qu'au stade approprié, le Comité étudierait un règlement intérieur fondé sur celui qui figurait dans le document WT/L/28 (règlement intérieur du Conseil général), en vue de déterminer, entre autres choses, dans quelle mesure ce règlement intérieur pourrait être adapté ou modifié compte tenu des besoins et des fonctions du Comité (paragraphe 4 du document G/AG/R/1).

Le Comité est convenu de traiter cette question à sa réunion suivante sur la base d'un projet approprié établi par le Secrétariat.

Date de la prochaine réunion

30. La prochaine réunion du Comité de l'agriculture se tiendra les 28 et 29 mars 1996. L'aérogramme convoquant cette réunion et l'ordre du jour provisoire seront distribués le 15 mars 1996.

ANNEXE

**Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture
à sa réunion des 20 et 21 novembre 1995**

**Résumé des points spécifiques soulevés et des réponses
qui y ont été apportées**

Canada G/AG//N/CAN/2 et Add.1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Nouvelle-Zélande/Australie/Communauté européenne/Etats-Unis - Se sont déclarés préoccupés par les cas où les contingents tarifaires avaient été attribués à des entreprises commerciales d'Etat et/ou les produits considérés désignés pour ouvraison ou transformation ultérieure.</p> <p>Nouvelle-Zélande - A déclaré que le Canada avait compromis la valeur commerciale de son contingent de beurre au titre de l'accès minimal en attribuant la totalité du contingent tarifaire à la Commission canadienne du lait, monopole commercial d'Etat, pour utilisation par les transformateurs, et que, ce faisant, il était revenu à une mesure qui avait dû être convertie en droits de douane proprement dits, ce qui était contraire à l'article 4.2 de l'Accord sur l'agriculture et à la note de bas de page y afférente (document G/AG/N/CAN/2/Add.1). En outre, la Nouvelle-Zélande considérait que le fonctionnement de la Commission canadienne du lait était incompatible avec l'article XVII du GATT de 1994, car il s'agissait d'une entité qui n'opérait pas suivant les principes commerciaux.</p>	<p>Le Canada considérait que la Commission canadienne du lait opérait conformément à l'article XVII du GATT de 1994 et au Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 et que l'attribution en question n'était pas contraire à l'article 4.2 de l'Accord sur l'agriculture. Le représentant du Canada a noté que les modes de présentation des notifications adoptés par le Comité prévoyaient expressément le cas où les licences d'importation au titre de contingents tarifaires étaient attribuées à des entreprises commerciales d'Etat (voir G/AG/2, page 3). Selon lui, les engagements de son pays en matière d'accès offraient une possibilité réelle d'accès par rapport au régime d'importation appliqué avant le Cycle d'Uruguay, et il a observé que le Canada s'était engagé à réexaminer l'administration des contingents tarifaires de beurre au milieu de 1996.</p>
<p>Mexique - A noté que la question de la mise en oeuvre des engagements en matière d'accès aux marchés dans le secteur agricole n'avait aucun rapport avec le fonctionnement des entreprises commerciales d'Etat conformément aux dispositions pertinentes du GATT, et qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter de l'attribution de licences d'importation à des entreprises commerciales d'Etat tant que ces dernières opéraient aux conditions du marché.</p>	<p>A pris note de la déclaration.</p>
<p>Argentine - A déclaré que les attributions de contingents tarifaires désignées pour ouvraison ultérieure pourraient entraîner une certaine sélectivité quant aux sources d'approvisionnement et, de ce fait, constituer une violation du principe NPF.</p>	<p>A pris note de la déclaration.</p>

Canada G/AG//N/CAN/2 et Add.1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Etats-Unis - Le Canada a-t-il l'intention de donner une garantie d'importation pour le contingent tarifaire applicable au beurre? Que compte-t-il faire si les contingents tarifaires ne sont pas complètement utilisés?	Réponse préliminaire: L'utilisation totale du contingent, à n'importe quel prix, ne cadre pas nécessairement avec les considérations commerciales normales.
Nouvelle-Zélande/Australie - Ont dit qu'à leur sens, les pays exportateurs s'attendaient en général à voir les engagements en matière de contingents tarifaires créer des possibilités d'accès pour la consommation finale, et non pour une ouverture ultérieure. Dans cette perspective générale, le représentant de l'Australie a noté qu'il y aurait lieu de s'inquiéter si un pays devait désigner pour utilisation à titre d'aide alimentaire des importations effectuées dans le cadre des engagements en matière d'accès aux marchés.	A pris note de la déclaration.

Colombie G/AG/N/COL/1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes/Etats-Unis - Ont relevé que, dans bien des cas, la délivrance d'un permis d'importer est subordonnée à la condition que la production nationale de la marchandise considérée "s'écoule normalement". Pourquoi la Colombie a-t-elle introduit cette prescription? Soutient-elle que cette prescription est conforme à l'article III du GATT de 1994?	Cette disposition vise à accroître la rentabilité des activités agricoles sans porter atteinte à la compétitivité des producteurs nationaux en leur garantissant la stabilité et en maîtrisant l'offre excédentaire de certains produits agricoles. La mesure a été notifiée au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce, conformément à l'article 5.1 de l'Accord sur les MIC.
Etats-Unis/Communauté européenne/Suisse/Japon - Ont noté que la délivrance d'un permis d'importer du blé était subordonnée à la condition que le "prix d'importation déclaré ne [soit pas] inférieur à 90 pour cent du prix de référence officiel". La Colombie soutient-elle que cette prescription est conforme à l'article VII du GATT de 1994 et à l'article premier de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994?	Cette mesure exceptionnelle ne vaut que pour le blé et a été instituée au second semestre de 1993 devant la faiblesse des cours sur les marchés internationaux. La Colombie considère que l'application de la disposition relative au prix minimal relève d'une réserve émise lors de la ratification de l'Accord sur l'OMC, conformément à l'article 20 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994.
Communauté européenne - La Colombie prétend-elle que ces deux prescriptions sont applicables sans aucune discrimination entre les pays fournisseurs?	Il n'y a pas de discrimination entre les pays fournisseurs, puisqu'il n'est fait aucune distinction entre les produits selon l'origine.

Colombie G/AG/N/COL/1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communauté européenne/Etats-Unis - Ont noté que les produits énumérés aux pages 6, 7 et 8 de la notification de la Colombie ne sont soumis à aucune restriction quantitative. Quels sont les taux de droits appliqués? Sont-ils inférieurs aux taux applicables sous contingent qui figurent dans la Liste?	C'est le tarif extérieur commun prévu par l'Accord andin qui est actuellement appliqué. Les droits appliqués sont très inférieurs aux taux sous contingent de la Liste.
Etats-Unis - Pourquoi l'INCOMEX délivre-t-il des licences d'importation pour les morceaux de volailles compte tenu du "critère de protection de la production nationale"? La Colombie prétend-elle que cette prescription est conforme à l'article 3.2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation? A la lumière de la réponse à cette question, le représentant des Etats-Unis a indiqué que son pays demanderait un complément d'information au plan bilatéral.	Le critère en question vise à prévenir une désorganisation du marché intérieur causée par l'importation d'un produit considéré dans le pays d'origine comme "rebut" et, partant, commercialisé à des prix anormalement bas. La procédure est conforme aux dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et en particulier à l'article 3.2 de l'Accord.
Etats-Unis - La notification comprend des regroupements de contingents tarifaires qui n'ont pas été inclus dans la Liste de la Colombie. Celle-ci entend-elle administrer ses contingents tarifaires au niveau de regroupement indiqué dans la notification?	Les contingents tarifaires sont mis en oeuvre séparément.
Etats-Unis - Ont noté que, pour la plupart des produits, la délivrance des permis d'importer est subordonnée à la condition que l'importateur soit un transformateur de matières premières agricoles. Que signifie ce critère? Comment s'applique-t-il aux produits transformés?	Ce critère fait partie du mécanisme destiné à assurer l'écoulement de la production agricole intérieure. A ce titre, il a été notifié au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (voir G/TRIM/N/1/COL/2). Cette pratique cadre avec les dispositions de l'Accord sur les MIC et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.
Australie - A demandé des données sur ce que les contingents tarifaires représentent en proportion de la consommation intérieure.	La Colombie fournira cette information.
Uruguay - A demandé un complément d'information sur les contingents tarifaires institués pour les produits laitiers et les animaux de l'espèce bovine.	La Colombie fournira cette information.

Costa Rica G/AG/N/CRI/1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande/Communauté européenne - La notification indique que les certificats d'importation seront attribués, par l'intermédiaire de bourses de produits, à l'importateur qui fait l'offre d'importation au prix le moins élevé. L'offre porte-t-elle sur le coût de l'importation proprement dite du produit ou comprend-elle le paiement du droit d'importer? Le représentant des Communautés européennes a indiqué que la CE examinerait ce système plus avant et reviendrait peut-être sur cette question à une réunion ultérieure.	L'offre porte sur le prix du produit lui-même.
Nouvelle-Zélande - Comment le système fonctionne-t-il lorsqu'il y a un trop grand nombre de contrats préliminaires?	Si la demande dépasse les quantités disponibles, les contrats préliminaires seront sélectionnés par tirage au sort.
Communauté européenne - A demandé des éclaircissements sur les contingents tarifaires qui n'ont pas encore été notifiés.	Les produits pour lesquels le Costa Rica a décidé de ne pas ouvrir de contingents tarifaires ne figurent pas dans la notification. Les taux de droits appliqués seront les taux NPF, quelle que soit la quantité importée.
Communauté européenne/Philippines - Pourquoi le Costa Rica a-t-il institué un contingent tarifaire pour des produits qui ne figurent pas dans sa Liste?	C'est une question de désignation des produits. Les produits en question figurent dans la Liste.
Argentine/Australie - Considéraient que l'attribution des contingents tarifaires par l'intermédiaire de bourses de produits était apparemment semblable à un système d'adjudication et ont demandé si cette méthode d'attribution était conforme aux articles II, III et VII du GATT de 1994.	A pris note des déclarations.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/1, Corr.1 et 2, et Add.1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/Etats-Unis - Ont demandé des éclaircissements sur le régime appliqué aux produits pour lesquels les contingents tarifaires seront administrés par la Commission, tels les amandes et les oignons desséchés. Quels sont les documents concernant la mise en libre pratique du produit et en quoi diffèrent-ils des licences d'importation? Que signifie le terme "drawings" employé à l'alinéa b) iii) de la version anglaise? Un importateur peut-il avoir la certitude, avant qu'un produit n'arrive à la frontière, que ce produit peut être importé au taux appliqué dans le cadre du contingent?	La CE approfondira ces questions au plan bilatéral.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/1, Corr.1 et 2, et Add.1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Suisse - A demandé des précisions sur la part des contingents tarifaires réservée aux pays d'Europe centrale et orientale et aux pays baltes dans le cas des génisses vivantes. La CE entend-elle notifier ces attributions à l'OMC? Soutient-elle que ces attributions sont conformes au principe NPF inhérent aux engagements?	La CE reviendra ultérieurement sur ce point.
Etats-Unis - Etant donné les faibles quantités d'oeufs et de produits à base d'oeufs importées dans le passé, comment la CE met-elle en oeuvre un régime d'importation rationnel sur la base des importations antérieures?	La CE reviendra ultérieurement sur ce point.
Etats-Unis - Quand seront notifiés les contingents tarifaires applicables aux autres produits énumérés dans le rapport du Secrétariat sur les notifications sous la forme du tableau MA:1	La CE reviendra ultérieurement sur ce point.
Canada - A demandé des précisions sur la définition du produit pour les fromages à pizza.	La CE a informé le Comité qu'elle procédait à une modification de cette définition et comptait mener les procédures internes à terme prochainement.

Islande G/AG/N/ISL/1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande/Argentine/Australie - Lorsque la prime d'adjudication dépasse le taux applicable aux contingents tarifaires, sur quoi l'Islande s'appuie-t-elle pour affirmer que le système d'adjudication des contingents est conforme aux règles de l'OMC?	A pris note des déclarations.

Norvège G/AG/N/NOR/1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Argentine - A exprimé la crainte que la répartition des contingents tarifaires ne soit limitée dans le cadre du système d'adjudication.	La Norvège n'a pas encore arrêté dans le détail les règles du système d'adjudication.
Argentine - En ce qui concerne les pommes et les poires, comment le contingent tarifaire initial est-il établi pour les nouveaux importateurs?	Le contingent tarifaire est réparti entre les importateurs d'après les importations des trois années précédentes (y compris la période de l'année où les droits appliqués sont faibles). Les nouveaux importateurs sont admis à bénéficier d'une faible part du contingent tarifaire total.

Norvège G/AG/N/NOR/1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Argentine/Australie/Etats-Unis - Se sont dits préoccupés par le retard apporté à la mise en oeuvre des engagements en matière d'accès aux marchés, et en particulier la perte d'exportations qu'il pouvait entraîner pour les pays de l'hémisphère Sud.	La Norvège respectera ses engagements cette année en prorogeant la période de validité des licences d'importation pour les produits d'origine animale.

Roumanie G/AG/N/ROM/1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communauté européenne/Etats-Unis - Ont demandé des précisions au sujet des contingents tarifaires qui n'ont pas encore été mis en oeuvre (Partie B de la notification de la Roumanie). Quels sont les taux de droits appliqués? Sont-ils inférieurs aux taux sous contingent indiqués dans la Liste?	Les raisons pour lesquelles aucun contingent tarifaire n'a encore été ouvert sont les suivantes: premièrement, les taux de droits actuellement appliqués sont inférieurs aux taux sous contingent indiqués dans la Liste et, deuxièmement, le contingent est nul pour les pommes de terre, l'alcool éthylique et le vermouth.
Mexique - A demandé des consultations bilatérales au sujet des positions tarifaires 22 08 et 24 02 du SH.	La Roumanie a accepté d'approfondir la question au plan bilatéral.

République slovaque G/AG/N/SVK/1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communauté européenne - A demandé des précisions sur l'attribution de licences d'importation qui ne sont pas utilisées par les importateurs (voir G/AG/N/SVK/1, page 2, d)).	Les licences d'importation sont délivrées aux importateurs chaque trimestre. Les importateurs notifient les licences utilisées au Ministère de l'agriculture chaque trimestre. Les licences non utilisées sont attribuées au cours de la période suivante dans l'ordre de présentation des demandes.
Communauté européenne/Canada - Ont relevé dans la Liste que le contingent tarifaire initial pour les graines de navette est de 2 414 tonnes, et sera porté à 4 025 tonnes, alors que la notification indique l'attribution d'une part de 2 500 tonnes à la Pologne. Comment la République slovaque fera-t-elle dans ces conditions pour permettre à de nouveaux venus d'avoir accès à son marché dans les premières années de la période de mise en oeuvre? La même question a été soulevée au sujet des animaux vivants de l'espèce ovine et des viandes de ces animaux (un contingent tarifaire initial de 96 tonnes, et 100 tonnes réservées à la Hongrie).	Le contingent tarifaire est ouvert à tous les pays fournisseurs Membres de l'OMC.

République slovaque G/AG/N/SVK/1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Mexique - A demandé des précisions sur les produits entrant dans le cadre de certains contingents tarifaires.	La République slovaque a indiqué qu'elle approfondirait la question au plan bilatéral.

Afrique du Sud G/AG/N/ZAF/1/Rev.1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communauté européenne - Quand les contingents tarifaires seront-ils notifiés pour tous les produits énumérés dans la Partie I, section I-B de la Liste?	Tous les contingents tarifaires ont été indiqués dans la notification révisée.
Nouvelle-Zélande - Sur quelle base les contingents tarifaires sont-ils attribués dans le cas des légumes?	Ils sont attribués dans l'ordre de présentation des demandes
Communauté européenne/Argentine/Uruguay - Ont demandé des précisions sur l'attribution des contingents tarifaires aux fournisseurs traditionnels. Comment l'Afrique du Sud compte-t-elle attribuer les contingents tarifaires de viandes des animaux des espèces bovine et ovine et de sucre?	Ils seront attribués au prorata.
Nouvelle-Zélande/Uruguay - Ont demandé des éclaircissements sur la note de bas de page indiquant, pour un certain nombre de produits, que les permis sont délivrés aux importateurs traditionnels. Y a-t-il des dispositions prévues pour les nouveaux venus?	Il y aura dans la plupart des cas des dispositions prévues.
Nouvelle-Zélande/Canada - Ont demandé des éclaircissements sur la note de bas de page (voir page 9) indiquant que des mesures appropriées pourront être prises si le taux de droit appliqué dépasse le taux de droit applicable au contingent initial.	Cette note est superflue.
Nouvelle-Zélande - A demandé des précisions sur la durée de validité de trois mois des permis d'importer. Sur quelle base cette période est-elle prorogée?	Les autorités sud-africaines se réservent le droit de conserver une marge de souplesse pour proroger la durée de validité des licences d'importation sans notification préalable à l'OMC.

Afrique du Sud G/AG/N/ZAF/1/Rev.1 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/Nouvelle-Zélande - Dans la Liste de l'Afrique du Sud, il est indiqué que "des possibilités d'importation suffisantes sont offertes au niveau des sous-positions tarifaires à six chiffres, à des taux inférieurs au taux de droit applicable au contingent initial. En conséquence, aucun arrangement n'est requis à ce stade". Cela signifie-t-il que dans le cadre des engagements en matière d'accès au niveau des positions à quatre chiffres, il y a des attributions établies au niveau des positions à six chiffres? Dans l'affirmative, comment ce système fonctionne-t-il?	L'Afrique du Sud n'a pas subdivisé ses engagements en matière d'accès visant les positions à quatre chiffres en procédant à des attributions au niveau à six chiffres. Cela dit, elle importe en dépassement de son engagement des produits des positions à quatre chiffres entrant dans le commerce international à des taux de droits inférieurs aux taux applicables dans le cadre des contingents tarifaires.

Thaïlande G/AG/N/THA/4 et 5 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communauté européenne - A demandé des éclaircissements sur la courte durée de validité du contingent tarifaire de graines d'oignons. Comment la Thaïlande fera-t-elle pour que le contingent tarifaire soit entièrement utilisé?	La Thaïlande a importé 3,3 tonnes de graines d'oignons pendant la période du 25 août au 31 octobre 1995, alors que l'engagement qu'elle a contracté dans le cadre du Cycle d'Uruguay porte sur 3 tonnes.
Etats-Unis - Sur quelle base les licences d'importation sont-elles attribuées?	Les licences d'importation sont attribuées suivant le principe NPF et dans l'ordre de présentation des demandes.
Etats-Unis - La Thaïlande considère-t-elle la durée de validité d'un mois des certificats d'importation comme suffisante pour les exportateurs?	La durée de validité de 30 jours des certificats d'importation ne comprend pas la durée du transport. La Thaïlande considère que cette courte période permet à de nouveaux importateurs d'avoir accès au marché, étant donné que les licences non utilisées font l'objet d'une nouvelle attribution.

Etats-Unis G/AG/N/USA/2 et Add.2 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Colombie - Sur quelle base juridique les contingents tarifaires de tabacs sont-ils attribués aux pays? Comment le contingent tarifaire global est-il calculé? A demandé des données par pays bénéficiaire ventilées par ligne tarifaire pour la période 1990 à 1995. A noté que 98 pour cent du contingent tarifaire sont répartis entre neuf pays, une faible quantité étant réservée au reste des exportateurs. Les importations en provenance de Chine seraient-elles imputées au reliquat du contingent? La Colombie souhaiterait avoir la possibilité de revenir sur la notification.	Ces contingents tarifaires ont été ouverts à l'issue des négociations menées dans le cadre de l'article XXVIII du GATT avec les pays ayant un intérêt comme principal fournisseur et avec les pays ayant des droits de négociateur primitif. Le contingent global a été calculé en faisant la somme des contingents attribués à des pays et en y ajoutant, pour le reste, un contingent de 3 000 tonnes. Les Etats-Unis fourniront les données demandées. Réponse préliminaire: Les importations en provenance de Chine seront imputées au reliquat du contingent, mais ce point devra être confirmé.
Suisse - A demandé des précisions sur la part du contingent tarifaire ouvert pour les "autres sucres ou sirops de sucres extraits de la canne ou de la betterave qui avait été attribuée à chaque pays.	Les quantités indiquées dans la notification correspondent aux attributions aux pays au titre de l'ancien régime. Une notification révisée sera présentée prochainement pour la nouvelle période contingentaire commençant le 1er octobre.

Venezuela G/AG/N/VEN/1 et Corr.2 - Contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communauté européenne - Le Venezuela entend-il ouvrir le contingent tarifaire mentionné à la section I-B de sa Liste d'engagements pour 1995? Des renseignements ont été demandés sur les niveaux de droits appliqués.	Jusqu'à novembre 1995, aucun contingent tarifaire n'a été ouvert étant donné que les importations sont admises en franchise de droits. Si le Venezuela décide d'ouvrir des contingents tarifaires, il le fera en conformité de l'Accord sur l'agriculture.
Australie - Comment les importations qui sont actuellement exclusivement assujetties à des droits de douane seront-elles imputées sur les engagements en matière de contingents tarifaires, si ces derniers sont effectivement établis?	Cette question sera examinée au moment de l'ouverture des contingents tarifaires.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/2 - Prix de déclenchement (tableau MA:4)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Japon - A demandé des précisions sur les prix de déclenchement appliqués dans le cadre de la SGS, qui ne sont pas indiqués dans la notification.	La CE est en train de vérifier quels sont les prix de déclenchement qui devraient être notifiés.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/2 - Prix de déclenchement (tableau MA:4)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant a notification
Argentine - A demandé des précisions au sujet de l'écart entre le "prix de déclenchement" et le "prix d'entrée" des fruits et des légumes. Pourquoi les CE notifient-elles les "prix de déclenchement" de produits auxquels la SGS ne s'applique pas? Pourquoi notifient-elles des "prix de déclenchement" qui sont inférieurs aux "prix d'entrée"?	Même si des prix de déclenchement sont indiqués pour les produits en question, il ne sera imposé aucun droit additionnel par rapport au dispositif exposé dans les notes 14 à 37 de la Liste.
Etats-Unis - S'agissant du calcul des prix de déclenchement appliqués dans le cadre de la SGS, la CE a-t-elle l'intention de notifier les prix pour chaque année de la période de base (1986 à 1988)?	La CE étudiera la demande de communication de données annuelles sur les prix.
Mexique - La CE pourrait-elle indiquer le nom des produits auxquels les lignes tarifaires se rapportent?	La CE fournira une désignation des produits correspondant aux lignes tarifaires énumérées dans la notification.

Hongrie G/AG/N/HUN/2 - Prohibitions et restrictions à l'exportation (tableau ER:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Japon - Etant le premier importateur mondial de maïs, le Japon est très préoccupé par cette question. Il s'est déjà mis en rapport avec la délégation hongroise pour éclaircir certains points. Il pourrait revenir sur cette question à une réunion ultérieure.	A pris note de la déclaration.